Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie et au Mali, à Strasbourg le 18 avril 2013.

2013-04-18

Q - Vous avez parlé d'une situation explosive en Syrie, avec, comme Bachar Al-Assad le disait hier dans son discours, un risque d'embrasement de la Jordanie, est-ce que vous confirmez ?

R - Le discours de M. Bachar Al-Assad est extrêmement choquant. Il dit : «j'ai été élu - et on connait les conditions dans lesquelles il a été élu - alors que les résistants n'ont pas été élus», et puis il menace la Jordanie.

Il y a un drame, une tragédie en Syrie dont M. Bachar Al-Assad est le principal responsable, et il faut absolument qu'un gouvernement de transition comportant essentiellement bien sûr des membres de la résistance, de la Coalition nationale et peut-être aussi des représentants du régime mais n'ayant pas de sang sur les mains, soit mis en place. C'est dans ce sens là que nous travaillons.

Nous avons une réunion à Istanbul samedi soir avec les amis réels de la Syrie, mais je ne cache pas mon inquiétude, parce que si la situation actuelle perdure, avec Bachar Al-Assad qui continue ses exactions, quel est le risque ? C'est qu'on va avoir de plus en plus de morts, de blessés, de réfugiés, et, à la fin, la Syrie risque d'exploser avec, de part et d'autre, les extrémistes qui risquent de l'emporter, ce qui serait catastrophique à la fois pour la Syrie et pour toute la région.

Nous essayons donc, nous les Européens, nous les Français, d'autres encore, de travailler pour sortir de cette nasse mais c'est extrêmement difficile.

Q - Alors la réflexion sur l'embargo sur les armes n'a pas encore abouti....

R - ... elle n'a pas encore abouti mais nous avons jusqu'à la fin du mois de mai.

Q - Et l'embargo sur le pétrole, quelle est la position de la France ?

R - Juridiquement, les questions sont liées. Il y a une décision qui comporte des sanctions vis-à-vis de la Syrie, cette décision vient à expiration à la fin du mois de mai. C'est la même

décision qui concerne sur l'embargo sur les armes. Là, nous sommes à la mi-avril, nous avons jusqu'à la fin mai pour en discuter entre nous et c'est ce que nous faisons.

Q - Il y a une proposition russe d'avoir une négociation politique commune en fait, pour faire une pression politique commune, qu'en pensez-vous ?

R - Oui, enfin c'est quelque chose qui a commencé d'être discuté lorsque le président français est allé en visite officielle à Moscou. Dans la conversation avec le président Poutine, l'idée a été avancée - c'est au fond la même idée qu'aujourd'hui - : est-ce qu'on ne pourrait pas trouver de part et d'autre, c'est-à-dire du côté du régime - sans que ce soit Bachar Al-Assad - et de l'opposition des personnalités pour former un gouvernement de transition. Le nombre de cinq personnes de chaque côté avait été avancé. Cela permettrait d'avoir un gouvernement de transition - cela fait référence aussi à ce que nous avions discuté à Genève, au mois de juin de l'année dernière. Cela permettrait de débloquer la situation. Parce que l'autre possibilité c'est la poursuite de la crise et donc d'un nombre sans cesse croissant de morts, une effusion de sang et à terme une explosion de la Syrie.

Nous sommes en discussion avec les Russes effectivement et avec d'autres. On va voir, vous savez je suis prudent, parce qu'on a été tellement échaudés dans cette affaire et qu'il y a tous les jours des dizaines et des dizaines de morts supplémentaires.

Q - Au Mali, sur place, il y a quand même beaucoup d'obstacles techniques, politiques, pour des élections en juillet, il y a l'état d'urgence, la saison des pluies, globalement juillet cela ne semble pas être la bonne date. Est-ce qu'il ne faut pas tout simplement le faire en septembre, ce qui serait à peu près la même chose ?

R - Non, cela fait déjà plus d'une année que nous sommes avec un gouvernement de transition, un président de transition. L'Assemblée nationale malienne à l'unanimité a voté une feuille de route qui prévoit des élections présidentielles en juillet. Il y a toute une série de décisions que seul un pouvoir nouveau pourra prendre, c'est la démocratie. Et, puisque vous connaissez bien le sujet, vous savez qu'en juillet on est encore dans la saison relativement sèche alors qu'en septembre il y a davantage de pluie. Il y a déjà eu des élections en septembre, c'est vrai, mais si on repoussait à septembre certains nous diraient : ce n'est pas possible parce qu'il y a les pluies. Il a été prévu juillet, techniquement c'est possible, c'est le souhait des autorités maliennes, c'est le souhait de l'ensemble des Africains, c'est donc cette date qui, si on veut que les choses se passent bien, devra être respectée. Merci.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 19 avril 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/187740-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange